



Lundi 18 décembre : journée internationale des migrant.es. Rassemblement 17h Préfecture de Bourg

jeudi 21 décembre 2023, par [CGT educ'action](#)

Pour la justice sociale et l'égalité des droits, face aux surenchères xénophobes et racistes de la droite et de l'extrême droite dans la période actuelle, face à un patronat qui organise la division du salariat pour mieux briser les garanties collectives, une seule réponse : mobilisation et solidarité !

Le 18 décembre, journée internationale des migrant.es, se déroule dans un contexte particulier, autour du débat mouvementé sur le projet de loi pour "contrôler l'immigration, améliorer l'intégration".

Ce contexte, revêtant un caractère particulièrement préoccupant, doit être l'occasion de fortes mobilisations de l'ensemble du monde du travail. Pour la CGT, au-delà des postures politiciennes, il s'agit de rappeler nos exigences en matière d'égalité des droits et d'intérêt de classe.

En effet, le patronat a toujours utilisé la précarité pour opposer les travailleur·ses entre elles et eux. Les travailleur·ses sans papiers, précaires parmi les précaires, travaillent tous les jours, en dehors des conventions collectives et du Code du travail. Un·e travailleur·se sans papiers est un·e travailleur·se sans droit.

Face aux surenchères xénophobes et racistes de la droite et de l'extrême droite dans la période actuelle, face à un patronat qui organise la division du salariat pour mieux briser les garanties collectives, une seule réponse : mobilisation et solidarité !

Le 18 décembre 2023, la CGT appelle l'ensemble des travailleur·ses à participer aux initiatives prévues sur l'ensemble du territoire pour exiger :

- la régularisation des travailleur·ses sans papiers grévistes en Île-de-France et dans le département du Nord, et plus largement de tous les dossiers en cours ;
- une loi permettant une régularisation pérenne sur simple preuve de travail ;
- des mesures fortes pour l'arrêt de la surexploitation et la maltraitance des travailleur·ses sans papiers dans de trop nombreux secteurs professionnels, comme ce fut le cas, par exemple, à l'occasion des vendanges en champagne ;
- des effectifs suffisants en préfecture pour traiter correctement les demandes de titres de

séjour et les renouvellements.

[Voir et télécharger les tracts de la CGT ici.](#)

INFO MANIF : à Bourg-en-Bresse, rassemblement devant la préfecture à 17h

Appel de la Marche des Solidarités

Gérald Darmanin l'a dit : sa loi immigration est « la plus ferme avec les moyens les plus durs de ces trente dernières années ». Et devant le Sénat il a fixé l'enjeu : il s'agit de savoir dans quelle société nous voulons vivre.

C'est effectivement l'enjeu. Voulons-nous vivre dans une société raciste, sécuritaire et anti-sociale ? Ou allons-nous nous battre pour défendre nos libertés, l'égalité et la solidarité ?

Les modifications votées au Sénat dont la suppression de l'AME est devenue l'emblème durcissent encore le projet initial et étendent le champ des attaques. Elles illustrent, par leur brutalité même, la logique de déshumanisation raciste et l'ampleur de l'offensive sociale et politique ouvertes par le projet.

Car cette loi ne se contente pas de vouloir rendre « la vie impossible » pour les immigré·e·s et toutes et tous les étrangères et étrangers, harcelé·e·s par la police, emprisonné·e·s, expulsé·e·s. Elle est justifiée à répétition par l'idée, fondamentalement raciste, que les immigré·e·s, comprenez les Noir·e·s, les Arabes, les Asiatiques, les Musulman·e·s, avec ou sans papiers, né·e·s en France ou à l'étranger, seraient potentiellement des dangers et des profiteurs et profiteuses du système de protection sociale.

En retour elle légitime une société fondée sur le développement des inégalités, la déshumanisation, le contrôle et la surveillance policière, la limitation des libertés et l'exploitation sans frein de toutes et tous les travailleurs.

Nous le répétons avec les collectifs de Sans-Papiers. Ce sont les politiques racistes et anti-migratoires qui nous mettent en danger. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec les syndicats. Ce sont les inégalités qui créent du dumping social. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec les associations du droit au logement, ce sont les politiques publiques du logement cher qui alimentent le sans-abrisme et la crise du logement. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec toutes et tous les professionnels de la santé, c'est l'absence de soins qui favorisera les prochaines épidémies. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec toutes les associations. Ce sont toutes les attaques contre les libertés, dont la liberté de circuler, qui développent une société en tension. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec tous les chercheurs et chercheuses, c'est la misère, l'atomisation et l'absence

d'avenir qui créent la délinquance. Pas l'immigration.

Nous ne laisserons pas passer la loi Darmanin.

Nous allons multiplier actions et rassemblement. Et le 18 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des migrant·e·s nous appelons à manifester massivement dans toutes les villes du pays pour empêcher cette loi.

Contre une société du racisme, des prisons, des barbelés et des centres de rétention.

Pour la régularisation des Sans-Papiers. Pour une société de la liberté, l'égalité des droits, la justice sociale et la solidarité.

#PersonneNEstIllegal
#SolidaritéAntiraciste
#ContreLaLoiDarmanin
#18décembre

Source : [Marche des Solidarités](#)

+ d'infos sur le projet de loi Asile immigration (aussi appelé "loi Darmanin")

Proposant une refonte du droit de l'immigration, ce projet de loi comporte plusieurs volets : travail, intégration, éloignement, asile et procédure d'éloignement.

- [Retrouvez ici toute l'analyse de la CGT sur ce projet de loi désastreux](#)
 - [Retrouvez là le communiqué de la CGT portant sur le durcissement du texte par le Sénat.](#)
-

Dans l'Ain, l'appel du collectif solidarité migrants de Bourg-en-Bresse, dont la CGT Educ'action 01 fait partie

18 décembre 2023
Journée Internationale des Migrant.e.s
Mobilisation nationale contre la loi Darmanin

Faire échec à la loi Darmanin contre l'immigration, est un enjeu pour toutes et tous, avec ou sans-papiers, immigré.e.s ou français.e.s. Il s'agit de se battre pour un autre avenir, une autre société, un autre monde que celui de la pauvreté, des murs, de la guerre et du racisme. Dans cette lutte, les syndicats ont un rôle clé pour permettre ce jour-là aux travailleur.se.s sans-papiers de se mettre en grève, mais également tou.te.s celles et ceux qui ont des papiers.

Gérald Darmanin l'a dit : sa loi immigration est « la plus ferme avec les moyens les plus durs de ces trente dernières années ». Et il a donné l'enjeu : il s'agit de savoir dans quelle société nous voulons vivre. C'est effectivement l'enjeu. Voulons-nous vivre dans une société raciste, sécuritaire et anti-sociale ? Ou allons-nous nous battre pour défendre nos libertés, l'égalité et la solidarité ?

Car cette loi ne se contente pas de vouloir rendre « la vie impossible » pour les immigré.es et toutes et tous les étrangères et étrangers, harcelé.es, emprisonné.es, expulsé.es. Elle est justifiée par l'idée, fondamentalement raciste, que les immigré.es, comprenez les Noirs.es, les Arabes, les Asiatiques, les Musulmans.es, avec ou sans-papiers, né.es en France ou à l'étranger, sont potentiellement des dangers. Elle légitime une société fondée sur le développement des inégalités, la déshumanisation, le contrôle et la surveillance policière, la limitation des libertés et l'exploitation sans frein de toutes et tous les travailleurs.

Ce sont les politiques racistes et anti-migratoires qui nous mettent en danger. Pas l'immigration. Ce sont les inégalités qui créent du dumping social. Pas l'immigration. Ce sont toutes les attaques contre les libertés, dont la liberté de circuler, qui développent une société en tension. Pas l'immigration. Nous le répétons, c'est la misère et l'absence d'avenir qui créent la délinquance. Pas l'immigration.

Nous ne laisserons pas passer la loi Darmanin. Nous allons multiplier actions et rassemblements. **Ce 18 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des migrant.es, nous appelons à manifester à Bourg-en-Bresse. Rassemblement à 17 h devant la Préfecture.**

Contre une société du racisme, des prisons, des barbelés et des centres de rétention. Pour la régularisation des Sans-Papiers. Pour la liberté, l'égalité des droits, la justice sociale et la solidarité.

Collectif Solidarité Migrants : ATTAC / Union Syndicale Solidaire / NPA / PCF / Ensemble ! / UCL / RESP01 / LDH / La Cimade / Emmaüs / CGT Educ'Action / FSU / Cent pour un Toit / L.F.I. / CCFD Terre Solidaire / Welcome / Citoyen(ne)s

A noter : le département de l'Ain a une actualité particulière puisque, mercredi 29 novembre, le président du conseil départemental a annoncé que le département de l'Ain suspendait la prise en charge des mineur.es isolé.es non accompagné.es "pour une période d'au moins trois mois".